

Job Vacancies in CAR

<https://jobscar.info/poste/nations-unies-consultante-internationale-pour-elaboration-de-programmes-conjoints-des-nations-unies-en-republique-centrafricaine/>

Nations Unies – Consultant(e) International(e) pour Elaboration de programmes conjoints des Nations Unies en République Centrafricaine

Responsabilités

La République centrafricaine (RCA) est confrontée à une crise multidimensionnelle, combinant conflits armés, catastrophes naturelles et extrême pauvreté. Environ 2,4 million de personnes – soit 40 % de la population – ont besoin d'assistance humanitaire, et près de 70 % vivent avec moins de 2,15 USD par jour. Face à ces défis complexes et interconnectés, une approche intégrée et durable s'impose, allant au-delà des réponses sectorielles ou humanitaires ponctuelles. Il est essentiel d'inscrire les interventions dans une logique de continuum humanitaire-développement-paix (HDP), en s'attaquant aux causes profondes et en renforçant la résilience à long terme des populations. Dans ce contexte, les programmes conjoints (Joint Programmes – JP) constituent un levier stratégique clé. Ils permettent de renforcer la coordination inter-agences, de mutualiser les ressources, et de générer des transformations structurelles alignées sur les priorités nationales. Lors de la retraite 2025 de l'Équipe pays des Nations Unies (UNCT), un consensus a été trouvé pour accélérer la mise en œuvre de l'UNSDCF 2023–2027 à travers l'élaboration de programmes conjoints thématiques. Ces programmes devront s'articuler autour des effets des quatre piliers de l'UNSDCF et des priorités définies dans le PND 2024–2028 et son Plan d'actin prioritaire (PAP). – Cadres de référence Entre 2017 et 2023, la République centrafricaine s'est appuyée sur le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA), structuré autour de trois piliers : soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation ; renouveler le contrat social entre l'État et la population; et assurer le relèvement économique et la relance du secteur productif. Le Plan national de développement (PND 2024–2028) prend le relais, marquant une transition vers une vision de développement durable. Structuré en cinq axes – sécurité et gouvernance, capital humain, infrastructures durables, chaînes de valeur productives, et résilience environnementale – le PND prévoit 12,8 milliards USD d'investissements, dont 3,7 milliards USD pour les actions prioritaires. Cette évolution stratégique appelle à une transition de l'humanitaire vers une transformation structurelle impliquant que les futurs programmes conjoints devront s'aligner non seulement sur les objectifs de paix et de sécurité, mais aussi et surtout sur ces nouvelles priorités nationales de croissance inclusive, de diversification économique, de digitalisation et de résilience climatique, qui exigent des investissements massifs. Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF 2023–2027) constitue l'instrument clé de planification du système des Nations Unies en RCA. Il assure la convergence entre les priorités du PND et les Objectifs de développement durable (ODD), à travers quatre piliers stratégiques alignés sur les « 5P » de l'Agenda 2030. L'UNSDCF identifie deux résultats collectifs autour de la réintégration socio-économique des ex-combattants et les solutions durables aux déplacements internes. Ces piliers et résultats collectifs servent de socle aux future programmes conjoints. Il promeut également les principes transversaux tels que « Ne laisser personne de côté – LNOB », les droits humains, l'égalité des genres, la durabilité, la résilience et la redevabilité. – Directives et agendas globaux L'effort collectif des Nations Unies pour accélérer la réalisation des ODD est structuré autour des six transitions identifiées comme leviers à fort potentiel de transformation. Ces transitions, qui ont des effets multiplicateurs à travers l'ensemble des ODD, nécessitent une approche systémique et intégrée. Il s'agit de : (i) la transformation

Organisme employeur

Nations Unies

Lieu du poste

Bangui, Centrafrique

Date de publication

04/09/2025

Valide jusqu'au

14.09.2025

des systèmes alimentaires ; (ii) l'accès universel à une énergie abordable ; (iii) la connectivité numérique pour tous ; (iv) une éducation de qualité ; (v) l'emploi décent et la protection sociale ; et (vi) la lutte contre le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution. En parallèle, l'ONU a lancé des initiatives de réforme internes pour renforcer son efficacité et sa pertinence: • ONU 2.0, axée sur le développement d'une culture prospective et de compétences de pointe dans cinq domaines, formant le « quintette du changement » : données, transformation numérique, innovation, prospective stratégique et science du comportement. L'objectif est de rendre les entités de l'ONU plus agiles, diverses, réactives et percutantes pour accélérer les changements systémiques ; • L'Initiative ONU80, qui vise à renforcer l'efficacité du multilatéralisme, à améliorer l'efficience opérationnelle et à envisager des changements structurels pour une ONU plus pertinente et fiable face aux défis mondiaux. Elle met l'accent sur la durabilité financière et l'impact de la mission. La convergence de ces initiatives fournit une feuille de route claire pour la manière dont les programmes conjoints doivent être conçus et mis en œuvre en RCA. Les futurs programmes conjoints devront donc non seulement s'aligner sur l'UNSDCF et le PND, mais aussi intégrer les thèmes des six transitions, incorporer les principes d'efficience et de rationalisation de l'ONU80, ainsi que l'utilisation des données, la transformation numérique et l'innovation prônées par ONU 2.0. Enfin, la mise en place d'un Fonds communs de pays (country-level pooled fund) - Fonds Emai - constitue une opportunité stratégique pour fournir un financement initial aux futurs programmes conjoints, tout en renforçant la coordination et l'alignement des ressources de développement en RCA.

Études

- Diplôme universitaire supérieur (Maîtrise ou Doctorat) en développement international, économie, sciences sociales, gestion de projets ou tout autre domaine pertinent.

Qualifications

- Minimum de 10 ans d'expérience professionnelle pertinente dans la conception, la formulation et l'évaluation de programmes de développement, de préférence dans des contextes de post-conflit ou de fragilité ; • Expérience avérée dans l'élaboration de documents de programmes pour les Nations Unies, y compris des programmes conjoints et des propositions pour des fonds communs (Multi-Partner Trust Funds, Joint SDG Fund, PBF). • Connaissance approfondie des directives de programmation et de financement des Nations Unies ; • Expérience en RCA, en Afrique centrale, en contextes post-conflit et/ou dans des pays à faible financement du développement constitue un atout majeur ; • Bonne connaissance des mécanismes de mobilisation des ressources et des attentes des bailleurs. • Capacité à analyser des données complexes et à synthétiser des informations provenant de diverses sources.

[Cliquez ici pour postuler](#)